



OBSERVATOIRE DU SAHEL



ENJEUX ECONOMIQUES ET POLITIQUES DES CONFLITS AU SAHEL

AUTEUR :

Dr. ZAKARI GARBA Zaratou est diplômée en droit public interne, science administrative et politique, diplomatie et négociations stratégiques « spécialité diplomatie économique », de l'Université Panthéon-Assas Paris 2. Enseignant-Chercheuse à la Faculté des sciences juridiques et politiques (FSJP) et chargée de cours à l'ENAM de Niamey, elle est Conseillère principale du Président de l'Assemblée Nationale (en politique et diplomatie), de 2016 à 2021.

De 2019 à 2021, elle a rejoint, au niveau international, la Cellule centrale d'expert d'Appui à la Mission Permanente du Niger auprès du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Actuellement Cheffe du département de Science politique à la Faculté des sciences juridiques et politiques (FSJP) de l'Université Abdou Moumouni, elle concilie gestion des enseignements et recherches, tout en travaillant sur les questions de sécurité, développement, d'islamisme en Afrique de l'ouest et politiques de maintien de la paix. Ses domaines de compétences sont : analyse des politiques publiques, analyse des régimes politiques comparés, expertise en sécurité, relations internationales et diplomatie économique.

COORDINATEUR SCIENTIFIQUE :

Dr. LADJI OUATTARA, Directeur scientifique de l'Observatoire des enjeux géopolitiques, sécuritaires et socio-politiques du Sahel de Thinking Africa, enseignant à l'Université d'Evry (France) et à l'Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger)

Résumé :

Pendant cette dernière décennie, le Sahel est devenu une zone d'insécurité par excellence. Marqué par un contexte d'instabilité politique, de guerre hybride entre États et Groupes Armés non Étatiques (GANE) se réclamant du djihadisme insurrectionnel, tels qu'*Al-Qaeda* et l'État islamique, ainsi que de leurs démembrements locaux : *Katiba Macina*, *Katiba Serma*, *Ansaroul Islam*, et l'État islamique au grand Sahara (EIGS), qui ont commencé à apparaître en 2015. Dans ce contexte, on observe que les enjeux changent de nature et la conduite des hostilités s'opère selon des paradigmes différenciés. Afin de comprendre les enjeux de ce conflit, il faut d'abord le situer dans son contexte géographique, historique et humain, avant d'analyser les enjeux économiques et politiques. À la lecture de cette situation régionale et à l'image d'autres régions du monde, le Sahel est marqué par la présence de foyers parallèles de tensions sociales, politiques, ethniques et religieuses qui se sont intensifiées au cours de ces dernières années sans rencontrer de réelles perspectives de solution.

Mots clés : Sahel - Terrorisme - Paix – Sécurité – Ressources énergétiques – Mali – Niger.

Idées majeures

- Les richesses énergétiques et minières font du Sahel un espace vital dans lequel vont se disputer des stratégies occidentales.
- Les conflits d'intérêts attisent les appétits des grands groupes internationaux tels qu'Orano (Areva), American Corporation, Ashanti Goldfield, etc. Le contrôle de cet ensemble sahélo-saharien est au cœur des préoccupations des relations internationales.
- Le système aquifère du Sahara s'étend sur une surface de presque deux fois celle de la France métropolitaine et recèle, à plusieurs centaines, voire milliers de mètres de profondeur, plus de 30.000 km³ d'eau. Ce réservoir d'eau souterraine, parmi les plus grands du monde, a non seulement la particularité de se renouveler, mais constitue également un objet de convoitise et un enjeu dans le conflit que connaît la région. On note ainsi une abondance des ressources naturelles et des convoitises des multinationales.
- L'insécurité grandissante au Sahel a suscité un engouement régional et international pour contrer les forces déstabilisatrices qui commettent des atrocités à l'égard des populations, et sapent le fondement même des États.
- La faible capacité opérationnelle des pays de la zone peut justifier le recours à une coopération plus étroite avec les pays occidentaux, l'alternative étant de renforcer les armées nationales de ces pays afin qu'elles assument elles-mêmes la sécurisation de leur territoire. Une question de longue haleine certainement, mais qui constitue un impératif puisqu'il y va de la souveraineté de ces pays.

INTRODUCTION

De la guerre conventionnelle entre Etats au conflit, Etats et Groupes Armés non étatiques (GANE) se réclamant du djihad insurrectionnel – tels qu’*Al-Qaeda* et l’État islamique, ainsi que de leurs démembrements locaux : la *Katiba Macina*¹ et la *Katiba Serma*², Ansarul Islam³, et l’État islamique au grand Sahara⁴ (EIGS), – les enjeux changent de nature et la conduite des hostilités s’opère selon des paradigmes différenciés. Afin de comprendre les enjeux de ce conflit, il faut d’abord le situer dans son contexte géographique, historique et humain, avant d’analyser ses enjeux économiques et politiques. Un accent singulier sera mis sur la terminologie « conflit », car il met sur la scène des hostilités, des armées étatiques et des groupes armés illégaux.

Afin de comprendre les enjeux de ce conflit, il faudrait remonter à ses origines. En effet, le Sahel est un espace d’une superficie de 5 000 000 km², avec une population d’environ 80 000 000 habitants. Cet espace est partagé par plusieurs ethnies (Songhays, Touaregs, Peuls, Arabes, Haoussa, Zarma, Bambara...) pratiquant des activités complémentaires telles que l’agriculture, la pêche, l’élevage et le commerce. Ces liens économiques engendrent d’autres liens de mariage, de culture, de cousinage à plaisanterie, entraînant aussi un véritable brassage multiethnique harmonieux, où les différends entre les populations sont facilement résolus. Malheureusement, à l’arrivée du colon dans l’espace septentrional du Sahel, la zone est appelée « *espace des hommes bleus* ». C’est une zone riche en ressources naturelles tel l’or, le pétrole, l’eau, l’uranium, pour ne citer que ceux-là.

Par le jeu de manipulation et de déformation d’une histoire commune, la notion d’ « *espace des hommes bleus* » fut inculquée au Touaregs. Après l’identification d’un « Territoire National des Régions Sahariennes » où l’on pouvait retrouver les espaces sahariens de la Mauritanie, du Mali, du Niger, du Burkina Faso, du Tchad... la France échoua dans sa tentative de création de l’OCCRS « Organisation Commune des Régions du Sahara » pour en faire un espace autonome rattaché à la République Française.

¹La Katiba Macina est centrée autour de la région de Mopti et Ségou, au centre du Mali.

²La Katiba Serma est affiliée au Groupe de soutien à l’islam et aux musulmans, GSIM.

³Ansarul Islam est centré autour de la municipalité de Djibo, au nord du Burkina Faso.

⁴Nsaibia, H., « Heeding the Call : Sahelian militants answer Islamic State leader AL Baghdadi’s call to arms with a series of attacks in Niger », ACLED Report, Mai 2019, P.12.

Malgré cet échec, elle a continué à garder des bons et obscurs rapports avec ces « hommes bleus », tout en les poussant à réclamer leur espace avec des velléités indépendantistes. C'est ainsi qu'éclate la première révolte touarègue malienne en 1963 à Kidal. Cette révolte fut violemment réprimée par le régime de Modibo KEITA, laissant de graves séquelles indélébiles dans la région. Non contents de la gestion de la longue sécheresse de 73 à 84 et animés d'un sentiment de vengeance concernant la répression de 1963, les Touaregs déclenchent, dans la nuit du 28 au 29 juin 1990, une deuxième rébellion au Nord Mali. Cette crise sera contenue grâce aux accords de Tamanrasset le 06 janvier 1991, et au Pacte National du 11 avril 1992. La mise en œuvre de ce pacte aboutit à l'organisation, le 27 mars 1996, d'une cérémonie officielle dite « *Flamme de la Paix* » à Tombouctou. Pendant la même période, le septentrion nigérien vivait aussi une rébellion, dont la fin fut marquée par la signature des accords le 24 avril 1995, fêtée tous les ans sous le nom de « fête de la Concorde ». La signature des accords de paix au Niger⁵ a aussi été suivie de l'organisation, le 25 septembre 2000, d'une cérémonie officielle dite « *Flamme de la Paix* » au cours de laquelle des armes d'anciens rebelles ont été brûlées.

Nous ne pouvons évoquer les origines du conflit au Sahel sans parler des conséquences de la guerre civile algérienne sur la zone. En effet, suite à l'annulation des élections législatives de 1991 remportées par le Front Islamique du Salut (FIS)⁶, suivie de la suspension dudit parti, un groupe armé se crée sous le nom du « groupe Armé Islamique (GIA) », qui se lança dans une guérilla. Ce groupe mute en Groupe Salafiste⁷ pour la Prédication et le Combat (GSPC) qui, dans un contexte d'essoufflement dû à la pression de l'armée algérienne, s'affilie à Al-Qaïda en fin 2006 et fonde Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI). AQMI étend donc sa zone d'opération vers le Sahel, et progressivement, ce dernier mène des actions de guérilla, de terrorisme et des prises d'otages dans la région ; ses combattants ont surtout tissé peu à peu des liens avec les populations locales, tout en diffusant l'islam radical, ce qui finira

⁵La lutte armée qui se basait sur des revendications sociales, économiques et politiques fut déclenchée en mai 1990 avec l'attaque de Tchintabaraden au Nord du Niger, suivi de la naissance et du développement d'une rébellion armée et de la naissance des fronts, mouvements, des comités et milices d'autodéfense.

⁶« *Chronologie de l'Algérie contemporaine* » [archive], sur TV5 Monde, « *Victoires du FIS aux élections* » ; Lors des élections locales de 1991, premières élections libres en Algérie depuis son indépendance, le FIS a remporté 953 communes sur 1539 et 32 provinces sur 481. Il obtient dès lors 54 % des suffrages exprimés.

⁷« *Salafi Revolution in West Africa* », *centrum Moderner Orient Working Paper* N° 19, 2017, p.45.

par aboutir au recrutement d'autochtones, voire à la naissance de nouveaux mouvements locaux tels qu'Ansar Dine, le MUJAO ou encore le Katiba Macina.

Le 23 mai 2006, une crise éclate à Kidal, provoquée par les combattants Touaregs non contents de la mise en œuvre du pacte national malien. Suite à ces événements, un autre accord est signé à Alger en 2009. En parallèle, une rébellion éclatait en 2007 au Niger, avec le Mouvement des Nigériens pour la Justice (MNJ), qui s'estompa en 2009. La lenteur des pouvoirs publics maliens dans la mise en œuvre des accords d'Alger et les événements en Libye ayant entraîné la chute de Mouammar Kadhafi ont favorisé le retour en force des combattants touaregs dans le Nord Mali, avec comme seuls bagages : des armes. Ils s'organisent au sein d'une association dénommée Mouvement Touareg du Nord Mali (MTNM). En juillet 2011, cette association se joint au Mouvement National pour l'Azawad (MNA) pour former le MNLA (Mouvement National de Libération de l'Azawad). Ainsi, à partir du 17 janvier 2012, les « hommes bleus » attaquaient coup sur coup le Nord Mali. Plusieurs villes sont tombées, conduisant à la partition du pays en deux portions, dont les deux tiers (2/3) sont aux mains des rebelles. La situation se compliqua lorsque les terroristes d'AQMI, du Mouvement pour l'Unité et le Djihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), d'Ansar-dine et autres se mêlèrent dans la danse aux côtés du MNLA. Mais les deux parties (rebelles et terroristes) n'ayant pas la même vision, le mariage fut de courte durée. La réalité est que le MNLA avait pour revendication l'indépendance de « *l'espace des hommes bleus* » qu'est l'Azawad, tandis que les terroristes luttaient pour l'instauration de la charia au Sahel.

Profitant des lacunes sécuritaires des pays africains, la communauté internationale fit de cette crise une source d'inquiétude pour les Etats de la région et pour elle-même. C'est ainsi que le 11 janvier 2013, la France, à travers l'Opération Serval⁸, va lancer une opération pour stopper et repousser l'avancée des terroristes vers le sud du Mali. Le 17 du même mois, la MISMA (Mission Internationale de Soutien au Mali sous conduite de l'Union Africaine) entre en jeu, avant son passage à la MINUSMA (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali) le 25 avril 2013 par la résolution 2100 du Conseil de Sécurité des Nations Unies⁹. En 2014,

⁸Meriadec RAFFRAY, *Touaregs, la révolte des hommes bleus - (1857-2013)*, Collection Stratégies et doctrines, 94 pages.

⁹Cf. <https://minusma.unmissions.org/tombouctou-la-minusma-continue-son-soutien-au-festival-de-la-paix>.

L'Opération Serval intègre un dispositif régional : l'Opération Barkhane¹⁰. De fait, cette crise met en jeu plusieurs acteurs (gouvernants, groupes armés terroristes, rebelles, populations civiles, criminels organisés, questions frontalières, communauté internationale).

Dans le cadre de cette note, l'espace sahélien étant géographiquement très vaste, nous circonscrivons notre analyse à l'espace du Groupe des 5 Etats pour le Sahel (G-5 Sahel), à savoir le Niger, le Mali, le Burkina Faso, la Mauritanie et le Tchad. Les questions que nous pouvons nous poser sont : quelles sont les véritables raisons de la participation de tous ces acteurs dans ce conflit ? Comment comprendre leurs comportements et comment s'y prennent-ils pour atteindre leurs objectifs ? Pour mieux y répondre, il est important de comprendre la logique de l'espace vital sahélien, avant d'analyser, d'une part, les enjeux économiques, et d'autre part, les enjeux politiques du conflit au Sahel.

L'ESPACE VITAL SAHELIEU OU LE «LEBENSRAUM» AUX RACINES DU CONFLIT

Le Professeur Djibo HAMANI de l'Université Abdou Moumouni de Niamey, lors d'un séminaire sur les enjeux stratégiques autour du Sahara à travers l'histoire le 11 septembre 2007, a annoncé d'abord une déception née de l'absence de l'Eldorado recherché, suivi de l'abandon de toute ambition sur le Sahara par les puissances impérialistes. Ce fut à la faveur de la découverte du pétrole dans la zone vers 1953, que l'on constata un regain d'intérêt pour le Sahara de la part des puissances occidentales. C'est dans cette logique que s'inscrivait la tentative française de la création de l'Organisation Commune des Régions Sahariennes (OCRS) en 1957. Celle-ci consistait à rassembler les régions sahariennes d'Algérie, d'Afrique occidentale française (A.O.F) et de l'Afrique Equatoriale Française (A.E.F) dans un ensemble unique sous le contrôle de l'ancienne puissance coloniale. Autrement dit, avec l'accession aux indépendances des colonies qui se dessinaient de plus en plus, il s'agissait pour le colonisateur de faire de cette région une sorte de territoire d'outre-mer sous son influence. Mais cette

¹⁰*Ibid*, page 4.

probabilité paraissant de plus en plus difficile à réaliser, ils entreprirent alors de nourrir des aspirations sécessionnistes parmi les minorités touaregs de la région. En effet, il s'agissait de la bonne et vieille méthode du « *diviser pour mieux régner* », afin d'obtenir le contrôle sur les Touaregs, ainsi que sur l'éventuel espace dont ils hériteront une fois la manœuvre réussie.

Pour ce qui est de la richesse du sol ainsi que des réserves aquifères de l'espace sahélien, elles peuvent laisser penser à un éventuel programme d'occupation de celui-ci par les puissances impérialistes, et justifier par la même occasion, l'entretien du conflit au sein de cet espace. En effet, la région est devenue le terrain de jeu de nombreux groupes terroristes et indépendantistes. Une zone que les Etats vulnérables ne parviennent plus à contrôler, et où prolifèrent de nombreux trafics. Mais surtout, c'est une zone dans laquelle les ressources énergétiques et minières sont très abondantes. Beaucoup de ces terres sont inexploitées, alors qu'elles pourraient nourrir le monde entier et représenter un espace vital totalement saint.

Un article de l'Institut National de la Recherche Agronomique « INRA » intitulé « *le sol, une ressource pour la vie* »¹¹ souligne une inquiétude quant à la disponibilité des terres cultivables et la capacité des sols à répondre à l'accroissement de la demande alimentaire mondiale. En effet, fragile et menacé, le sol a toujours joué, et aujourd'hui plus que jamais, un rôle déterminant. Bon nombres d'études montrent qu'il faudrait environ 500 ans pour former 5cm de sol (INRA Orléans)¹² – les sols occidentaux, en plus d'avoir souffert des grandes guerres et de leurs bombardements massifs, ont été soumis à l'utilisation d'une multitude de produits chimiques aux fins d'en booster au maximum la productivité. Avoir donc des vues sur les sols sahéliens pourrait être une solution de survie sur le long terme.

S'agissant des ressources en eau de la planète, elles sont considérables. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'elle est surnommée la planète bleue. Toutefois, cette eau est majoritairement salée, à 97,2 % du volume total, l'ensemble des eaux douces ne représentant que 2,8% du volume global. Dans ce faible pourcentage, les glaces et les neiges permanentes représentent 2,1%, et l'eau douce disponible 0,7%. La moitié de

¹¹«Le sol, une ressource pour la vie » INRA, Science et Impacts, 11pages

¹²Cf. site internet de l'Inra www.val-de-loire.inra.fr

ces 0,7% est constituée d'eau souterraine. La répartition géographique réelle de l'eau sur terre montre une réalité bien éloignée de ces moyennes. Au Sahel généralement, et tout particulièrement au Niger, le niveau de la nappe phréatique est élevé de plus de 4 mètres depuis les années 1960, malgré les sécheresses prolongées des années 70. Cette situation paradoxale s'explique par l'augmentation de la recharge liée à la déforestation, qui a favorisé le ruissellement et le remplissage des mares temporaires.

Au total, le système aquifère du Sahara s'étend sur une surface de presque deux fois celle de la France métropolitaine et recèle, à plusieurs centaines voire milliers de mètres de profondeur, plus de 30.000 km³ d'eau accumulées au cours des périodes humides qui se sont succédé depuis un million d'années. Ce réservoir d'eau souterraine, parmi les plus grands du monde, a non seulement la particularité de se renouveler, mais constitue également un objet de convoitise et un enjeu dans le conflit que connaît la région.

Les dynamiques dans les régions du Sahel, au-delà donc des exigences de lutte contre le terrorisme, sont rendues complexes par les effets du changement climatique¹³. En effet, la rareté et la mauvaise répartition des pluies, ainsi que la montée des températures, les incendies et inondations, ont provoqué chez nous un déficit agricole et fourrager important. 6430 villages sont concernés par le déficit agricole en 2021, contre 3900 en 2020. Le déficit fourrager global quant à lui, est de l'ordre de 1.526.9916¹⁴. Plus tôt nous nous engageons dans la lutte contre ces fléaux, moins coûteux et plus efficace sera la solution, qui demeure encore à notre portée ; il y va de la garantie de l'avenir de nos populations.

¹³Le Sahel est plus vulnérable aux changements climatiques, en raison des contraintes multiples et de sa faible capacité d'adaptation. Aussi, au Sahel, l'aggravation de la sécheresse, la raréfaction croissante de l'eau et la surexploitation des terres entraînent une dégradation des sols se traduisant par la perte de 75 % des terres arables faisant l'objet de cultures pluviales.

¹⁴Plan de Soutien aux Populations vulnérables du Niger 2022, République du Niger - Cabinet du Premier Ministre - Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires Février 2022

LES ENJEUX ECONOMIQUES DU CONFLIT AU SAHEL

Les éléments qui alimentent la crise au Sahel sont avant tout économiques.

1. Abondance des ressources naturelles et convoitises des multinationales

■ Le Sahel, une véritable « terre d'opportunités »

Les pays sahéliens sont d'une très grande vulnérabilité, mais regorgent de richesses, qui ne sont pas simplement minérales. C'est une des régions les plus riches de la Planète, où l'on trouve du pétrole, du gaz naturel, de l'or, des phosphates, des diamants, du cuivre, des minerais de fer, de la bauxite, une diversité biologique, du bois précieux, parmi bien d'autres atouts.

Le Sahel jouit également d'un plus grand potentiel d'énergie renouvelable, notamment solaire et éolienne ; bien plus que les autres régions du monde. Au-delà de ses riches prairies, il abrite certains des plus grands aquifères du continent, ainsi que des eaux de surface qui sont des moyens d'existence et de coopération internationale. Les zones côtières et maritimes du Sahel sont parmi les zones de pêche les plus abondantes au monde. Aussi beaucoup de terres arables sont inexploitées, alors qu'elles pourraient nourrir le monde entier.

Un espace stratégique pour les multinationales et certaines puissances étrangères

Toutes ces richesses font du Sahel un espace très convoité, dans lequel vont se disputer des stratégies occidentales pour le contrôle des richesses. Les conflits d'intérêts attisent les appétits des grands groupes internationaux tels qu'Orano (Areva), American Corporation, Ashanti Goldfield, etc. Le contrôle de cet ensemble sahélo-saharien est au cœur des préoccupations de plusieurs pays occidentaux. C'est ainsi qu'en 2007, l'Union Européenne (UE) et les Etats-Unis d'Amérique vont estimer que les enjeux de sécurité dans cette région ne doivent pas être considérés comme un facteur interne à chaque Etat, mais appréhendés dans un environnement plus large allant du Sud vers le Nord de la Méditerranée. Et c'est le sens d'un texte adopté par le Sommet de l'UE en février 2010 dit de « Stratégie de Sécurité Internationale ». Le Sahel devient

de plus en plus le théâtre de craquellements stratégiques, d'affrontement économique et diplomatique entre Pékin et certaines capitales occidentales autour du contrôle et de l'exploitation des matières premières.

2. La criminalité économique entretenue au Sahel

Le Sahel, un espace transformé en « *no man's land*¹⁵ »

La faible présence des Etats dans certaines parties du Sahel va permettre le développement de certaines activités illégales, voire criminelles. C'est par exemple le cas des flux de contrebande de biens de consommation de toutes sortes, en particulier le blé, le sucre, le bétail, l'essence, les cigarettes, ou encore les véhicules volés en Europe. Il en est de même avec l'acheminement de travailleurs migrants clandestins à destination de l'Europe ou des pays du Golfe. Pour le cas du Mali, Mokhtar Ben Mokhtar, leader terroriste algérien lié à *Al-Qaïda* au Maghreb Islamique (AQMI), s'installe dans le nord du Mali pour des raisons initialement commerciales¹⁶. Surnommé « Mistler Marlboro », il y développe des trafics, cherche des alliances locales et s'affilie à d'autres groupes terroristes. En lien avec des groupes mafieux, il popularise le commerce d'enlèvement d'otages occidentaux contre rançons afin de financer ses groupes.

Ces actions ont eu des conséquences sur le commerce dans les zones qu'ils contrôlent. En 2009, l'affaire dite du « *Boeing 72* » dans le Nord Mali – l'appareil vraisemblablement en provenance du Venezuela, s'est posé sur un terrain de fortune dans le Nord Mali, où il a livré un chargement de cocaïne, avant d'être détruit faute de pouvoir redécoller – fut la confirmation qu'une partie de la drogue d'origine Latino-Américaine et à destination de l'Europe transitait dorénavant par des pays du Sahel, ainsi que par certains pays de la bande-soudanaise tels que la Guinée-Bissau et le Nigeria. Sur les 200 à 250 tonnes de cocaïne Latino-Américaine écoulées sur le marché Européen, entre 30 et 50 tonnes par an emprunteraient dorénavant la route du Sud qui passe par l'Afrique. En outre, une part non négligeable de la production de cannabis marocain à destination de l'Europe y transite aussi. Le Sahel devient de ce fait un couloir de passage de drogue en très grande quantité, dans la plus grande discrétion et en toute sécurité.

¹⁵Cf. « *Le Sahel ne sera plus un "no man's land" accessible aux hors-la-loi (MAE malien à Anadalu)* ».

¹⁶Rapports du Secrétaire général sur la situation au Mali (décembre 2015 et mars 2016).

Par ailleurs, le trafic d'armes gagne également du terrain, mettant en cause tous les efforts consentis par les Etats dans le cadre de la lutte contre la prolifération des armes au Sahel¹⁷, laissant place au chaos, en l'absence d'une « *politique de l'après* » selon l'ancien Ministre de l'intérieur du Niger M. Massaoudou HASSOUMI. On assiste à de nombreuses séries de vols de bétail, un peu partout dans les régions du Sahel. De ce fait, les communautés ne se sentent plus en sécurité et considèrent être abandonnées par les Etats qui n'arrivent plus à protéger les civils et leurs biens. Au Niger par exemple, face à cette situation dans le nord Tillabéry, des responsables du GARSI, une unité d'élites de la Gendarmerie Nationale, se sont montrés favorables à l'idée d'adapter leur mandat pour mieux servir les communautés et assurer des services de protection civile comme la lutte contre le vol de bétail.

Ailleurs, des insurgés prélèvent même la zakat (taxe) au nom de l'Etat Islamique, et les populations sont tolérantes, sûrement pour des raisons de survie. La pauvreté, les effets du changement climatique et les pressions diverses durcissent les relations entre les éleveurs et agriculteurs qui se voient obligés de se partager les reliquats de portions de terre et les ressources naturelles de plus en plus rares.

Des enjeux politiques évidents

La persistance du conflit au Sahel sert de diverses manières les intérêts stratégiques des grandes puissances dans la région. Du changement de leur politique étrangère (1), on assiste à une installation importante de ces puissances étrangères dans la région (2).

1- Une politique étrangère des Etats occidentaux changeante

Depuis quelque temps, les Etats occidentaux impliquent davantage les plus hauts représentants de leurs pays dans leurs relations avec les Etats du Sahel¹⁸, et cela, afin de leur démontrer leur pleine implication dans le conflit. Les sommets avec les chefs d'Etats se succèdent, les uns après les autres. Pour autant, il ne faut pas se leurrer,

¹⁷SERIGNE BAMBA Gaye, Connexions entre groupes djihadistes et réseaux de contrebande et de trafics illicites au Sahel, P.14.

¹⁸Le Sahel est confronté depuis plusieurs années à une série de menaces dont les plus emblématiques sont le terrorisme islamiste, les trafics illicites et la criminalité organisée. Ces menaces ont contribué à déstabiliser cette région et dans certains pays accentué la fragilité des Etats.

cette multiplication de rencontres n'a pour finalité que de servir les intérêts de ces puissances étrangères.

Sun Tzu, dans *l'art de la guerre* affirme : « Il est d'une importance suprême dans la guerre, d'attaquer la stratégie de l'ennemi. Attaquez le plan de l'adversaire au moment où il naît. Puis rompez ses alliances. Puis attaquez son armée »¹⁹.

A titre d'exemple, on peut parler du cas de l'URSS au temps de Staline, qui avait usé de la ruse, de sa mobilité et de l'espionnage lors de la 2^{ème} Guerre Mondiale afin de vaincre l'armée allemande qui se croyait invincible. Staline a déployé tout un arsenal de guerre et de stratégie solide pour être victorieux, cela au prix d'une parfaite évaluation. Prenons ensuite le cas de la guerre Sino-Japonaise lors de la seconde Guerre Mondiale. Après quelques échecs, les généraux chinois ont décidé d'adopter des stratégies militaires en s'accapant des méthodes et techniques de l'armée nipponne, leur apportant la victoire sur tous les fronts.

C'est indubitablement dans cette lancée que la CEDEAO (Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest) verra son projet de monnaie commune partir en vrille sur décision de la France, aidée par le Président ivoirien Alassane OUATTARA. En décidant de remplacer le Franc CFA par l'ECO, monnaie commune de la CEDEAO²⁰, ceci aurait eu pour conséquence de détruire l'alliance des Etats sahéliens autour d'un projet préparé depuis plus d'une dizaine d'années.

En outre l'Alliance Sahel a été lancée en 2017 par la France, l'Allemagne et l'Union européenne pour améliorer l'efficacité de l'aide au développement dans la zone, et être l'interlocuteur du G5 sur les questions de développement. Pour cela, elle coordonne l'action des grands partenaires du développement dans la région, afin d'accélérer la mise en œuvre des actions de développement qui correspondent directement aux besoins exprimés par les populations. Elle s'est engagée à intervenir prioritairement dans les zones les plus fragiles du Sahel, à travailler à une meilleure articulation entre les piliers sécuritaires et de développement, et à renforcer la coordination et la flexibilité des modes d'intervention.

¹⁹SUN TZU dans « *l'Art de la Guerre* », Article premier: '*De l'évolution*', met l'accent sur l'idée essentielle selon laquelle, l'objectif de la guerre est de contraindre l'ennemi à abandonner la lutte y compris sans combat, grâce à la ruse, à l'espionnage et une grande mobilité, s'adaptant à la stratégie de l'adversaire pour s'assurer de la victoire à moindre coût.

²⁰Cf. « *Les défis et perspectives liés à la création de la monnaie unique de la CEDEAO, mobilisation des parlementaires dans la réalisation du projet* », P. 4.

Par ailleurs, en janvier 2020, les Chefs d'Etat membres du G5 Sahel et le Président de la République française se sont réunis à Pau en France, en vue d'examiner la situation dans l'espace du G5 Sahel. À l'issue de cette rencontre, les Chefs d'Etats membres du G5 Sahel ont réaffirmé leur détermination commune à lutter ensemble contre les groupes terroristes qui opèrent dans la bande sahélo-saharienne et dans la région du Lac Tchad. Ils ont également exprimé le souhait de la poursuite de l'engagement militaire de la France au Sahel, et ont plaidé pour un renforcement de la présence internationale à leurs côtés. Pour le Président nigérien, le Sahel a besoin de plus de Barkhane et d'alliés, car sans l'intervention de l'opération Serval en 2013, le Mali serait aujourd'hui sous le contrôle des terroristes. Il faut une alliance assez large et assez forte pour mener cette lutte. Les Chefs d'Etats membres du G5 Sahel ont exprimé leur reconnaissance à l'égard de l'appui crucial apporté par les Etats-Unis et ont exprimé le souhait de sa continuité. Cette action commune vise à protéger les populations civiles, à défendre la souveraineté des Etats du G5 Sahel, à prévenir une extension de la menace terroriste dans les pays frontaliers et à ramener la stabilité, condition indispensable à un bon développement. Ce nouveau cadre d'action commune, prendra le nom de « *Coalition pour le Sahel*²¹ ». Il rassemble les pays du G5 Sahel, la France, à travers l'opération Barkhane et ses autres formes d'engagement, les partenaires déjà engagés, ainsi que tous les pays et organisations qui voudront y contribuer.

La Coalition pour le Sahel vise à faciliter la coordination et les interactions entre les différents volets de l'action internationale venant en appui aux pays du G5 Sahel. L'objectif étant à l'échelle régionale d'en faire une action cohérente qui englobe l'ensemble des leviers et des acteurs impliqués au Sahel, qu'ils portent sur les questions sécuritaires, politiques ou de développement. La Coalition pour le Sahel est fondée sur quatre (4) piliers à savoir :

- La lutte contre les groupes armés terroristes en coordonnant l'ensemble des efforts menés par les armées africaines et la force conjointe du G5 Sahel avec leurs partenaires

²¹La Coalition pour le Sahel est une coalition ayant pour but d'apporter une réponse collective et solidaire à la crise au Sahel. Elle a été annoncée lors du sommet de Pau le 13 janvier 2020, par les chefs d'Etat du Burkina Faso, de la France, du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Tchad, en présence du Secrétaire général des Nations unies, du Président du Conseil Européen et du Haut représentant de l'Union Européenne, du Président de la Commission de l'Union Africaine et de la Secrétaire Générale de la Francophonie.

(Barkhane, MINUSMA, Task Force Takuba) prioritairement dans la zone des 3 frontières (Mali, Niger, Burkina Faso).

- Le deuxième pilier consiste au renforcement des capacités des forces armées des États de la région qui, conformément au Partenariat pour la Sécurité et la Stabilité au Sahel (P3S), initié par la France et l'Allemagne lors du sommet du G7 à Biarritz en août 2019, a pour objectif d'identifier les besoins en matière de sécurité et d'accroître les efforts en matière de défense et de sécurité intérieure.

- Le troisième pilier consiste à soutenir le retour de l'État et des administrations sur le territoire par le renforcement de sa présence prioritairement dans les zones les plus fragilisées.

- Le quatrième pilier concerne l'aide au développement. Il a pour objectif de répondre aux défis en termes d'emploi, de pauvreté, d'éducation, de santé, d'infrastructures du Burkina, du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Tchad.

Un autre sommet associant les États du G5 Sahel et la France s'est tenu en juin 2020 à Nouakchott en vue de faire le point sur la mise en œuvre de la feuille de route à l'issue du sommet de Pau. Certes, des efforts significatifs ont été enregistrés depuis le sommet de Pau, mais les Chefs d'État ont exprimé leur préoccupation face à l'expansion de la menace terroriste dans la sous-région, et ont souligné l'urgence d'une action collective et énergique en vue de l'éradiquer. Ils ont plaidé pour la nécessité de poursuivre et de renforcer l'appui en équipements des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) des États membres du G5 Sahel et de la Force conjointe.

Pau a confirmé l'idée selon laquelle la France a beaucoup à gagner au Sahel. Tout d'abord, la manière dont les chefs d'États membres du G5 Sahel ont été conviés à ce sommet, s'apparente à une sommation. Ensuite, les conditions dans lesquelles ce sommet s'est tenu, viennent étayer l'idée de départ. En effet, les images de ce sommet donnaient l'impression qu'il s'agissait d'une réunion de briefing d'une mère à ses enfants. Le Sahel constitue évidemment, pour l'Europe, une nouvelle ligne de frontière entre la Méditerranée et l'Afrique subsaharienne. L'intérêt européen pour le Sahel n'a d'égal que les richesses qu'il recèle (uranium, pétrole, phosphates, or...) et les fenêtres d'opportunités qu'il offre en matière de stratégie internationale (lutte anti-terroriste, concurrence avec les grandes puissances). De plus, le Sahel est une région aux

caractéristiques uniques²², puisque l'UE y est un chef de file crédible, doté de la meilleure capacité d'action, et dont le rôle est aujourd'hui décisif.

En d'autres termes, le Sahel a absolument besoin d'une assistance extérieure et l'apport de cette assistance correspond aux intérêts stratégiques de l'Union. De fait, la menace terroriste ne peut être séparée des défis économiques, éducatifs, sanitaires et institutionnels auxquels la région est confrontée. C'est pourquoi, en complément du soutien immédiat apporté aux forces armées locales, il est important de faciliter une dynamique de paix et de reconstruction durable sur des fondements solides²³. La diplomatie française est présente au Burkina Faso, au Mali, en Mauritanie, au Niger, au Tchad et auprès des organisations internationales. Elle mène, grâce à son réseau d'ambassadeurs, une action de plaidoyer auprès de ses partenaires (États, UE, ONU) pour un appui matériel et humain dans la région.

L'intérêt des puissances internationales au Sahel est très variable. Les Américains ne considèrent sans doute pas le Sahel comme une zone stratégique majeure. Ils y sont tout de même. Les intérêts européens sont les plus importants dans cette région. Les enjeux sécuritaires de lutte contre le terrorisme sont primordiaux et contribuent à expliquer la position française. Si la France est intervenue à la demande des autorités maliennes de transition de l'époque, au nom d'un passé commun, elle l'a fait aussi et surtout pour protéger ses ressortissants et défendre ses intérêts stratégiques, y compris économiques, dans la région. À titre d'exemple, le pays continue d'importer du Niger, la majeure partie de l'uranium indispensable à son énergie nucléaire (plus de 30%).

De plus, l'aspect migratoire est une donnée majeure pour un certain nombre de partenaires des pays sahéliens comme l'Allemagne et l'Italie. La crainte de flux migratoires importants, si l'instabilité s'y poursuit et s'y enracine, est forte. L'annonce du gouvernement italien, en décembre 2017, de sa décision d'envoyer des troupes au Niger pour combattre le terrorisme répondrait davantage à une volonté d'exercer un contrôle plus étroit sur les flux migratoires. Selon l'Organisation internationale pour la

²²*Idem*, P.9.

²³PECOUD Antoine, De la « gestion » au contrôle des migrations ? Discours et pratiques de l'Organisation internationale pour les migrations, dans *Critique internationale* 2017/3 (N° 76), pages 81 à 99.

migration (OIM), plus de 75 % des migrants et réfugiés parvenus en Europe en 2017 sont entrés par l'Italie, et nombreux sont ceux ayant transité par le Niger²⁴.

Les pays de la région et l'UE ont clairement et depuis toujours, un intérêt commun à réduire l'insécurité et à améliorer le développement dans la région du Sahel. Il est primordial de renforcer la gouvernance et la stabilité dans ces pays, en promouvant l'État de droit et les droits de l'Homme, ainsi que le développement socioéconomique, notamment au profit des populations locales vulnérables de ces pays. L'amélioration de la sécurité et du développement du Sahel a donc une incidence directe évidente sur la situation sécuritaire interne.

Pour Mehdi TAJE, les puissances occidentales poursuivent plusieurs objectifs, dont la sécurisation de l'espace sahélien, afin de profiter de la menace terroriste et criminelle pour revenir en force, et parallèlement « éviter l'embrasement généralisé de la région tout en tolérant une insécurité circonscrite, justifiant leur pénétration militaire et économique sur le long terme à travers des bases militaires permanentes²⁵ ».

Dans la même lancée, il justifie aussi cette présence en force des militaires occidentaux par un souci de contrôle des richesses énergétiques et minérales dont regorge le sous-sol sahélien. Par la même occasion, ils visent à neutraliser les ambitions de certaines puissances régionales comme l'Algérie ou des puissances islamiques notamment le Pakistan et de certains pays du Golfe avec à la clé, évincer les nouvelles puissances rivales comme la Chine, l'Inde, le Brésil, la Turquie ou l'Iran. « La guerre de Libye, éliminant l'imprévisible Kadhafi, fut l'étape liminaire permettant la pénétration vers les profondeurs sahéliennes », appréhende Mehdi pour qui, « la disparition du guide libyen ouvre une fenêtre d'opportunité à la reconfiguration du théâtre sahélo-maghrébin et au contrôle des gisements pétroliers et gaziers »²⁶. En plus du changement de leur politique étrangère, on assiste à une installation importante des puissances étrangères au Sahel.

²⁴BOYER Florence, Sécurité, développement, protection. Le triptyque de l'externalisation des politiques migratoires au Niger, in Hérodote 2019/1 (N° 172), pages 171 à 191.

²⁵TAJE Mehdi, Vulnérabilités et facteurs d'insécurité au Sahel, Diplomatie No. 47 (NOVEMBRE - DÉCEMBRE 2010), pp. 60-68 (10 pages), Published By: Areion Group.
<https://www.jstor.org/stable/26981551>

²⁶Cf. Allier sécurité et développement, Plaidoyer pour le Sahel, P.22.

2- Flux importants des puissances étrangères au Sahel

L'espace sahélo-sahélien constitue un enjeu majeur de la lutte d'influence entre les grandes puissances mondiales. Longtemps considéré comme une aire d'influence presque exclusive de la France, cet espace suscite désormais un intérêt croissant d'autres puissances rivales. La persistance de cette crise leur a offert un bon prétexte pour s'y installer militairement, afin de conjurer toute menace de remise en cause de leur hégémonie. Autrefois limitées au conseil, à la formation et à l'équipement des armées nationales de la région, les forces militaires étrangères, depuis le déclenchement de la crise malienne de 2012, ont accru le déploiement de troupes au sol, ainsi que l'installation des bases logistiques ou militaires²⁷.

En effet, dès les prémices de la crise sécuritaire au Sahel, la France s'est fortement engagée afin de faire barrage à la menace terroriste. En janvier 2013, à la demande du gouvernement malien, la France a lancé l'opération Serval pour repousser les groupes terroristes du Nord du Mali, en appui aux forces africaines et maliennes. La résolution 2085 du Conseil de Sécurité du 20 décembre 2012, est venue rappeler la nécessité pour les États membres de l'ONU, tels que la France, de venir appuyer le Mali dans ses efforts pour rétablir la paix et la sécurité.

Malgré cet engagement militaire, des groupes terroristes restent présents sur l'ensemble de la zone. En 2014, l'opération Barkhane a succédé à Serval. L'objectif de Barkhane était d'apporter un soutien plus large des forces françaises aux États membres du G5 Sahel. La force Barkhane intervient en partenariat avec les armées des pays de la bande sahélo-saharienne, l'objectif étant que ces États soient capables d'assurer leur sécurité de façon autonome.

En 2020, les forces spéciales françaises, aux côtés des forces spéciales de partenaires européens, sont déployées au Mali, sous le commandement de l'opération Barkhane, dans le cadre d'une unité conjointe baptisée Task Force Takuba. Les missions

²⁷SOMDA Evariste, Enjeux de sécurité au Sahara-Sahel Insécurité au Sahara-Sahel: Enjeux politiques, économiques ou religieux ? Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication, Université catholique de Louvain, 2019. Prom. : Michel Liégeois. <http://hdl.handle.net/2078.1/thesis:19024>

européennes comme EUTM Mali, la mission de formation de l'UE au Mali, adoptée sur la base de la résolution N° 2071 (2012) du Conseil de Sécurité des Nations unies), est une mission civile de l'UE, dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune. Son mandat implique l'amélioration des infrastructures et des conditions de vie et de travail de la gendarmerie nationale, de la police et de la garde nationale, au Mali) et EUCAP Sahel Niger sont également présentes. L'EUTM Mali est une mission de formation de l'UE au Mali. Depuis 2013, elle conseille et forme les forces armées maliennes, afin d'accroître leurs capacités, et ainsi, mieux faire face aux nombreux défis auxquels elles sont confrontées (rétablir l'intégrité territoriale du pays, améliorer le contrôle des frontières en coopération avec leurs partenaires du G5 Sahel et réduire la menace terroriste). Au sein de l'UE, la France a appuyé la création des missions civiles EUCAP Sahel-Mali, EUCAP Sahel-Niger et de la mission de formation EUTM-Mali.

En octobre 2017, quatre commandos américains et cinq militaires nigériens ont perdu la vie à Tongo Tongo, localité située à la frontière avec le Mali, dans une embuscade revendiquée par l'Etat islamique dans le Grand Sahara (EIGS). Cette attaque a révélé à l'opinion publique, l'ampleur de la présence militaire des États-Unis au Niger, et plus largement dans la région²⁸.

Il y a aussi la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation du Mali²⁹ (MINUSMA) qui vient en appui aux efforts des autorités maliennes pour stabiliser leur pays. Dotée de plus 15 000 personnels civils et militaires, elle est essentielle dans le dispositif international au Mali, en particulier au nord et au centre du pays. Une résolution de l'ONU (2391 du 8 décembre 2017) encadre l'articulation de cette mission avec la Force conjointe, puisque la MINUSMA fournit un soutien opérationnel et logistique à la Force conjointe. Au Conseil de Sécurité des Nations

²⁸En effet, depuis le 30 octobre 2014, six attaques perpétrées au Niger contre les FDS ont été revendiquées par le groupe d'Abou Walid al-Sahraoui, au nom de l'Etat islamique, à travers plusieurs agences de presse mauritaniennes : celles du 17 octobre 2016 contre la prison de Koutoukalé, du 22 février 2017 à Tilwa, du 31 mai 2017 à Abalah, du 11 mai et du 21 octobre 2017 à Ayorou, ainsi que l'embuscade du 4 octobre 2017 à Tongo Tongo. Seule cette dernière attaque a également été revendiquée par l'Etat islamique dans une vidéo publiée en mars 2018. « New video message from the Islamic State: "Ambush by the soldiers of the caliphate upon members of the American army near the artificial borders of Niger and Mali" », djihadologie, 4 mars 2018.

²⁹Le mandat de la MINUSMA n'est pas un mandat d'enquête sur les droits de l'Homme.

Unies, la France a apporté son soutien politique à la création et au déploiement de la MINUSMA³⁰.

La Chine est également présente au Sahel, davantage pour des raisons opportunistes liées à l'accès à certaines ressources naturelles (les entreprises chinoises sont actives dans la recherche de permis d'exploitation pétrolière) que pour des raisons stratégiques. Elle ne cherche pas à y jouer un rôle politique majeur mais plutôt un rôle commercial. En 2019, au total 5100 militaires français ont été déployés, 7000 soldats africains formés et près de 750 actions de formations ou d'accompagnement au combat. S'il est vrai que la faible capacité opérationnelle des pays de la zone peut justifier le recours à une coopération plus étroite avec les pays occidentaux, l'alternative est de renforcer les armées nationales de ces pays, afin qu'elles assument elles-mêmes la sécurisation de leur territoire. Une question de longue haleine certainement, mais qui constitue un impératif puisqu'il y va de la souveraineté de ces pays.

RECOMMANDATIONS

- Mieux tenir compte du contexte géopolitique national propre au Sahel.
- Les Etats se doivent d'écouter et de respecter les populations ; les solutions devraient être autocentrées au niveau de la population.
- Les Organisations Internationales doivent consolider le processus visant à prendre davantage en compte les besoins réels des populations.
- Mobiliser davantage l'opinion publique internationale et la société civile.

³⁰La Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation du Mali (MINUSMA), déployée depuis 2013, a été confrontée à une dégradation de la situation sécuritaire au Mali depuis son déploiement, ainsi qu'à la propagation du terrorisme insurrectionnel dans le Sahel central. Les divers groupes islamistes, profitant de la faiblesse des États dans la région, utilisent la porosité relative des frontières pour se procurer des revenus à travers le trafic, en créant des opportunités spatiales, afin d'échapper aux forces nationales et internationales présentes.